

M. le Président: Non, ce n'est pas un nouveau règlement. Répéter constamment la même question est contraire à nos usages. A l'ordre, je vous prie! Le député de York-Centre.

* * *

LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

LA VENTE DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND—L'EMBAUCHAGE D'UNE MAISON DE COURTAGE

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Je remarque que le président du Conseil du Trésor est de retour, monsieur le Président. J'espère qu'il a entendu la nouvelle . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Kaplan: . . . de la très heureuse volte-face de son parti sur la question des renseignements à donner sur la vente de de Havilland.

J'ai remarqué que la maison de courtage Burns Fry a servi d'intermédiaire dans quatre des cinq privatisations opérées par le gouvernement. Il y a d'autres bonnes maisons qui sont capables d'effectuer ce travail. Je crois savoir qu'il va être versé de très grosses commissions. Est-ce que le comité qui s'occupe de la vente de de Havilland va pouvoir s'occuper de ce côté-là de la transaction, et de tous les documents?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Je tiens à remercier mon honorable collègue de ses mots de bienvenue. Je me suis absenté hier pour rencontrer les ambassadeurs des pays de la Communauté économique européenne, à la demande du premier ministre.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Qu'est-ce que cela réserve au pays?

M. de Cotret: Pour ce qui est des renseignements, monsieur le Président, je pense que sur l'ensemble de la transaction nous avons communiqué tous les renseignements dont nous pouvions disposer à l'opposition, du point de vue commercial.

J'ai en outre communiqué ce matin une annexe au protocole qui expose beaucoup des choses qui ont été dites à la Chambre ces dernières semaines, afin que les députés d'en face puissent se pencher de façon plus précise sur les détails justement qui les préoccupent. Dans cet esprit, nous allons continuer de fournir tous les détails.

Je tiens à bien faire remarquer que nous sommes toujours déterminés à vendre de Havilland à Boeing. Comme je l'ai indiqué dans ma note d'accompagnement de ce matin, nous allons tout au cours de cette démarche communiquer tous les renseignements disponibles. Venez ou téléphonez, nous serons heureux de vous donner les renseignements que vous demandez.

Des voix: Bravo!

Questions orales

L'ADJUDICATION DES CONTRATS

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, je considère que les renseignements de Burns Fry sont tout à fait pertinents et importants. Nous voulons être sûrs que toutes ces privatisations ne servent pas à confier du travail très lucratif aux amis du gouvernement.

Bon, si je téléphone pour demander ces renseignements, comme le ministre m'a invité à le faire, est-ce que je vais les avoir?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Oui, monsieur le Président.

Pour ce qui est de la privatisation, nous avons retenu les services d'un grand nombre de maisons. Je me ferai un plaisir d'en fournir la liste au député. Il n'y a aucun problème à ce sujet.

Si nous retenons les services d'un nombre considérable de conseillers de l'extérieur, c'est pour être certains de protéger le contribuable canadien sur tous les plans imaginables, quand nous vendons et cédon des actifs de la Couronne, en nous procurant les conseils les mieux avisés. Il y a beaucoup plus d'une maison. Pour cette raison, je voudrais prendre note . . .

Des voix: Bravo!

* * *

LA SÉCURITÉ SOCIALE

L'INDEXATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Vu que lui et le ministre des Finances avaient promis de réexaminer les compressions budgétaires pour les programmes sociaux une fois que la conjoncture économique se serait améliorée et puisque le premier ministre estime que la conjoncture s'est de fait améliorée, acceptera-t-il de prendre dès maintenant des mesures pour indexer pleinement les allocations familiales en janvier? Cela ne coûtera que 75 millions de dollars.

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, nous nous réjouissons de la façon dont l'économie réagit au leadership du premier ministre et du ministre des Finances.

Des voix: Bravo!

M. Epp (Provencher): Nous sommes aussi heureux que le chef de la députée l'ait reconnu. Je signale à la députée que, comme nous l'avons déjà dit dans l'exposé budgétaire et par la suite, le gouvernement songe toujours à la possibilité de prendre de nouvelles initiatives sociales. De toute évidence, nous voulons reprendre le contrôle des finances et du déficit du Canada. Je signale à la députée que le meilleur moyen de garantir qu'elle-même et les autres Canadiens auront de meilleurs programmes sociaux, c'est de faire en sorte que l'économie soit assez forte pour payer ces programmes. C'est à cela que nous devons veiller. C'est pour cela qu'il existe un rapport entre la politique sociale et l'économie et nous avons l'intention de continuer ce que nous avons commencé.